

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire
--

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

L'évolution de la structure socioprofessionnelle suffit-elle à expliquer la mobilité sociale ?

DOCUMENT 1

Destinées des hommes selon la catégorie sociale de leur père, en 2020 (en %)

Catégorie socioprofessionnelle du fils							
Catégorie socioprofessionnelle du père	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	Ensemble
Agriculteurs exploitants	24,0	8,2	13,0	15,1	26,8	12,9	100,0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,6	20,4	24,6	22,2	24,7	7,5	100,0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,2	8,9	51,6	22,3	13,1	4,0	100,0
Professions intermédiaires	0,7	7,6	30,2	31,4	22,7	7,4	100,0
Employés et ouvriers qualifiés	0,6	7,9	14,6	25,3	40,6	11,2	100,0
Employés et ouvriers non qualifiés	0,4	9,1	10,0	21,2	39,2	20,1	100,0
Ensemble	2,1	9,9	23,5	24,1	30,2	10,2	100,0

Champ : France, hommes français en emploi ou ayant travaillé, âgés de 35 à 59 ans à la date de l'enquête.

Source : Enquête Emploi, *INSEE*, 2020.

DOCUMENT 2

Catégorie socioprofessionnelle des personnes en 2014-2015 et de leurs parents (en %)

	Femmes	Hommes	Ensemble	Mère	Père
Agriculteurs exploitants	0,9	2,5	1,7	5,5	7,8
Artisans et commerçants	3,7	8,4	6,0	5,9	11,1
Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	13,5	19,7	16,5	3,8	14,4
Professions intermédiaires	24,7	24,2	24,5	10,6	14,5
Employés et ouvriers qualifiés	29,0	33,3	31,1	22,8	33,9
Employés et ouvriers non qualifiés	25,7	11,6	18,9	25,2	13,0
N'a jamais travaillé ou profession inconnue	2,5	0,3	1,5	26,1	5,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

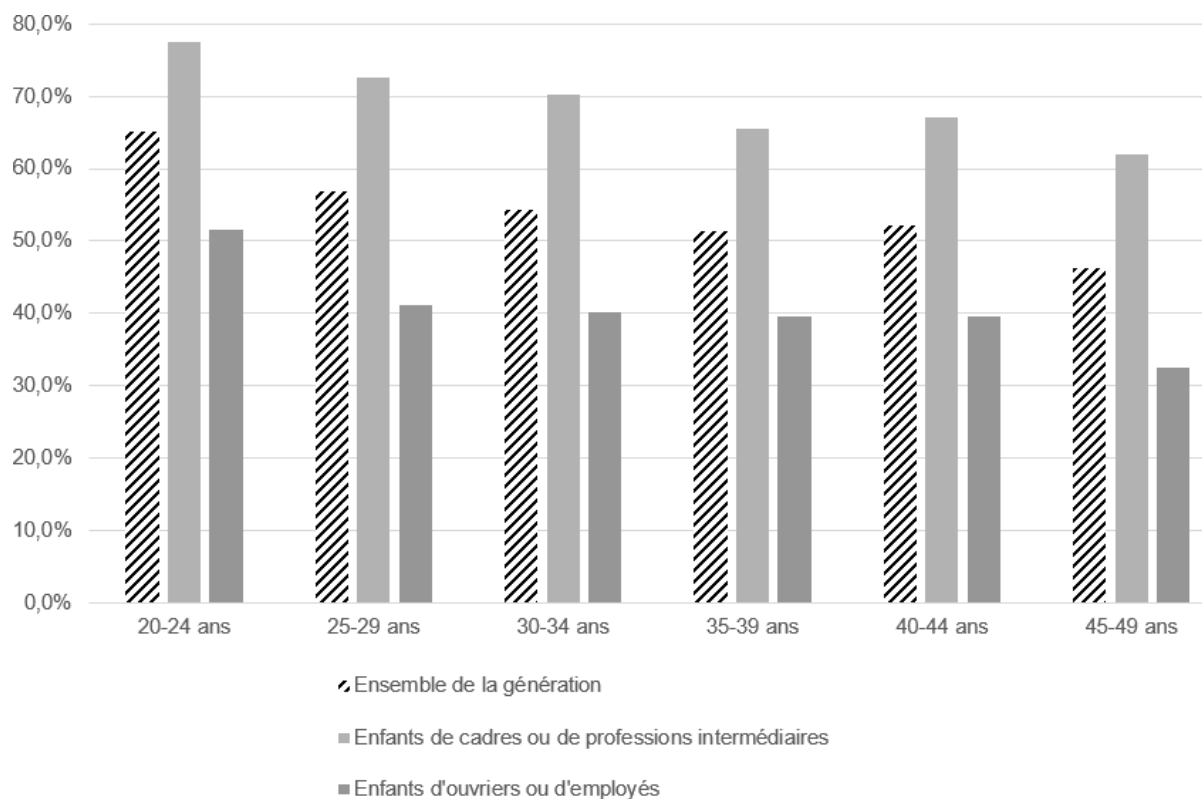
Champ : France métropolitaine, personnes de 30 à 59 ans.

Lecture : en 2014-2015, 19,7 % des hommes sont cadres, 25,2 % des personnes ont une mère qui était employée ou ouvrière non qualifiée.

Source : Enquête Formation Qualification Professionnelle, *INSEE*, 2015.

DOCUMENT 3

Accès à l'enseignement supérieur selon la génération et le milieu social en 2020 (en %)



Champ : France métropolitaine plus DROM, hors Mayotte.

Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, *État de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation*, mai 2022.

DOCUMENT 4

Fin 2014, 1,4 million d'adultes de 18 à 24 ans ont leurs parents séparés. Dans près de neuf cas sur dix, ces jeunes ont vécu principalement chez un seul de leurs parents à la suite de la séparation (majoritairement leur mère) [...]. Seuls 45 % des 18-24 ans dont les parents sont séparés poursuivent des études, contre 53 % de ceux dont les parents forment un couple. La durée des études des enfants de parents séparés avant leur majorité serait réduite de six mois à un an en moyenne [...]. Ils ne sont, par ailleurs, pas plus souvent en emploi, mais, au contraire, plus fréquemment inactifs ou au chômage : un jeune sur quatre n'est ni en emploi ni en cours d'études quand ses parents sont séparés, contre moins d'un sur cinq quand les parents sont ensemble. Ils sont en outre sortis du système scolaire moins diplômés que les jeunes dont les parents forment un couple. En effet, lorsqu'ils ne sont plus en études, près de la moitié des jeunes adultes de parents séparés déclarent avoir un niveau inférieur au baccalauréat contre 36 % des autres jeunes [...]. Les jeunes de parents séparés sortent du système scolaire plus souvent que les autres [...]. Ces jeunes adultes sont souvent aidés par un seul de leurs parents pendant leurs études : ils sont 38 % à n'être aidés financièrement que par leur mère [...]. Pendant leurs études, les jeunes adultes de parents séparés se projettent aussi moins loin. En effet, ils sont 26 % à ne pas viser un niveau d'étude au-delà de deux ans après le baccalauréat contre 18 % dans le cas où les parents forment un couple. Réciproquement, 52 % d'entre eux souhaitent poursuivre leurs études jusqu'à cinq ans ou plus après le baccalauréat contre près de 60 % pour ceux dont les parents sont ensemble.

Source : Jacques BELLIDENTY, « Études, travail, logement : comment les enfants de parents séparés entrent dans l'âge adulte ? », *DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques)*, juin 2018.

Proposition d'introduction

[Accroche]

L'image de l'« ascenseur social » est centrale dans l'idéal démocratique des sociétés modernes : elle suggère que la position sociale d'un individu ne devrait pas être déterminée par sa naissance, mais par son mérite. Pourtant, le sentiment d'un blocage de cet ascenseur est aujourd'hui prégnant. Si les enfants occupent souvent des positions différentes de celles de leurs parents, est-ce dû à une réelle ouverture de la société ou simplement à la transformation mécanique des emplois disponibles ?

[Définition des termes et Contextualisation]

La **mobilité sociale** intergénérationnelle désigne le changement de statut social d'un individu par rapport à celui de ses parents. Pour la mesurer, on utilise généralement les Tables de mobilité établies par l'INSEE.

Cette mobilité est fortement liée à l'évolution de la **structure socioprofessionnelle**, c'est-à-dire la répartition de la population active par catégories (agriculteurs, ouvriers, cadres, etc.). Depuis les Trente Glorieuses, la France a connu une mutation profonde : la tertiarisation, le déclin du monde paysan et ouvrier, et la montée en puissance des cadres et professions intermédiaires. Ces bouleversements économiques ont mécaniquement contraint de nombreux fils d'agriculteurs ou d'ouvriers à changer de groupe social, créant ce que l'on nomme la « mobilité structurelle ».

[Problématique]

Dès lors, on peut se demander si les déplacements sociaux observés ne sont que le reflet passif de ces mutations économiques. **L'évolution de la structure socioprofessionnelle suffit-elle à expliquer la mobilité sociale ?** Autrement dit, la mobilité n'est-elle qu'une conséquence mécanique des changements du marché du travail, ou existe-t-il d'autres facteurs – scolaires, familiaux ou liés à l'égalité des chances réelle – nécessaires pour comprendre les destinées individuelles ?

[Annonce du plan]

Pour répondre à cette question, nous verrons dans une première partie que les mutations de la structure des emplois, notamment la tertiarisation et la salarisation, sont effectivement la cause principale de la mobilité observée (mobilité structurelle).

Cependant, nous montrerons dans une seconde partie que cette explication demeure insuffisante : la mobilité dépend également de la fluidité sociale, laquelle est fortement influencée par le rôle de l'école et les configurations familiales.

Tableau récapitulatif du dossier documentaire

Documents	Idée principale du document	Lien avec le sujet (Argumentation)	Données utiles (Chiffres clés)
Document 1 (Table de destinées)	Ce tableau montre ce que deviennent les fils en fonction de la profession de leur père (mobilité observée). Il met en évidence une forte reproduction sociale en haut et en bas de l'échelle, mais aussi des flux de mobilité (souvent de proximité).	Nuance l'explication structurelle : Il montre que la mobilité existe (les chiffres hors diagonale), mais que l'hérédité sociale reste forte (les chiffres sur la diagonale). La structure n'explique pas tout : il y a une "viscosité" sociale (les enfants de cadres restent cadres).	<ul style="list-style-type: none"> • Reproduction : 51,6 % des fils de cadres deviennent cadres eux-mêmes. • Mobilité ascendante/structurelle : 26,8 % des fils d'agriculteurs deviennent ouvriers qualifiés (déversement du secteur primaire vers le secondaire). • Immobilité : Seulement 13,1 % des fils de cadres deviennent ouvriers qualifiés (mobilité descendante rare).
Document 2 (Comparaison Parents/Enfants)	Ce tableau compare la part de chaque catégorie socioprofessionnelle (PCS) dans la génération des parents vs celle des enfants. Il illustre la mutation de l'emploi (tertiarisation, fin des paysans).	Argument pour le "OUI" (Mobilité structurelle) L'évolution de la structure explique mécaniquement la mobilité. S'il y a moins d'agriculteurs chez les fils que chez les pères, les fils d'agriculteurs sont <i>obligés</i> de changer de statut. Idem pour la montée des cadres.	<ul style="list-style-type: none"> • Déclin agricole : Les pères étaient 7,8 % d'agriculteurs, les enfants ne sont plus que 1,7 % -> Mobilité forcée. • Montée des cadres : Les pères étaient 14,4 % de cadres, les enfants sont 16,5 % (appel d'air vers le haut). • Activité des femmes : 26,1 % des mères n'ont jamais travaillé contre 1,5 % des enfants (changement structurel majeur).
Document 3 (Accès au supérieur)	Ce graphique montre les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur selon l'origine sociale pour différentes générations.	Argument pour le "NON" (Fluidité et École) : L'évolution structurelle ne suffit pas. L'école, qui devrait être l'ascenseur social, reproduit les inégalités. L'origine sociale influe encore massivement sur la	<ul style="list-style-type: none"> • Inégalité persistante : Pour la génération 20-24 ans, environ 78 % (lecture graphique) des enfants de cadres accèdent au supérieur, contre environ 51 % des enfants d'ouvriers. • L'écart reste important malgré la démocratisation scolaire sur les différentes générations.

Document 4
(Texte)

Ce texte analyse l'impact de la situation familiale (séparation des parents) sur la réussite scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes.

réussite scolaire, freinant la fluidité sociale.

Argument pour le "NON" (Rôle de la famille) :

La mobilité dépend aussi de facteurs familiaux et sociaux, pas juste de l'économie. Le capital culturel et la stabilité familiale jouent un rôle clé dans la destinée (poursuite d'études, chômage).

• **Risque d'échec** : Un jeune sur quatre est ni en emploi ni en études quand les parents sont séparés (contre < 1 sur 5 sinon).

• **Ambition scolaire** : 52 % des jeunes de parents séparés veulent poursuivre des études longues contre 60 % pour les autres.

Plan détaillé :

I/ L'évolution de la structure des emplois est la cause principale des flux de mobilité observés (La mobilité structurelle)

A/ Les profondes mutations de la structure socioprofessionnelle depuis 50 ans

1. La tertiarisation de l'économie : un vecteur puissant de mobilité sociale. (Doc 2)
2. La généralisation du salariat et le recul structurel du travail indépendant. (Doc 2)

B/ Ces mutations engendrent mécaniquement une mobilité dite « structurelle »

1. Une mobilité structurelle mécanique imposée par le déclin de certaines catégories. (Doc 1)
2. L'expansion des catégories qualifiées : un « appel d'air » générateur de mobilité ascendante. (Doc 1 et 2)

II/ Cependant, cette explication est insuffisante : le rôle déterminant des ressources familiales et scolaires

A/ Le rôle de l'école : un ascenseur social grippé par les inégalités de capital culturel

1. Le diplôme : une condition désormais indispensable à l'ascension sociale. (Doc 3)
2. La dévaluation des titres scolaires : un frein à la mobilité ascendante (Doc 3)

B/ Le poids de la famille : socialisation, configurations familiales et stratégies

1. Des stratégies familiales divergentes : entre logique de maintien et auto-sélection. (Doc 3)
2. L'impact déterminant des configurations familiales et de la stabilité conjugale sur les destinées. (Doc 4)

Développement

I/ L'évolution de la structure des emplois est la cause principale des flux de mobilité observés (La mobilité structurelle)

A/ Les profondes mutations de la structure socioprofessionnelle depuis 50 ans

1. La tertiarisation de l'économie : un vecteur puissant de mobilité sociale.

[Affirmation]

La tertiarisation qui constitue une évolution de la structure socioprofessionnelle se traduisant par le basculement majoritaire des actifs vers les métiers de services au détriment des activités de production agricole ou industrielle, peut être un facteur de mobilité sociale.

[Explication]

En effet, cette mutation s'explique par la désindustrialisation relative et l'essor considérable des besoins en santé, éducation, commerce, administration et services aux entreprises. La structure des emplois s'est ainsi transformée : les tâches manuelles de production ont laissé place à des tâches relationnelles, administratives ou commerciales. Cette dynamique gonfle les effectifs des « cols blancs » (cadres, professions intermédiaires, employés) et modifie la hiérarchie sociale, offrant davantage de postes intermédiaires et supérieurs liés au secteur tertiaire que ne pouvait en offrir l'économie industrielle de la génération précédente.

[Illustration]

Le **Document 2** permet de mesurer cette expansion des catégories typiques de la société de services. Si l'on cumule les « Cadres et professions intellectuelles supérieures » et les « Professions intermédiaires », on constate qu'ils représentaient ensemble **28,9 %** de la génération des pères (14,4 % + 14,5 %). Dans la génération des enfants (colonne « Ensemble »), ces deux groupes pèsent désormais **41,0 %** (16,5 % + 24,5 %). Cette progression de plus de 12 points témoigne de l'appel d'air créé par le secteur tertiaire, qui a structurellement augmenté le nombre de places disponibles dans ces catégories. Ainsi la mobilité sociale peut s'expliquer en partie par cette tertiarisation de l'économie.

2. La généralisation du salariat et le recul structurel du travail indépendant.

[Affirmation]

Au-delà de la tertiarisation, l'évolution de la structure socioprofessionnelle est marquée par une généralisation de la salarisation, entraînant le recul net du travail indépendant d'une génération à l'autre.

[Explication]

Cette mutation s'explique par la concentration des entreprises, le développement de la grande distribution et l'expansion des administrations publiques. Le modèle du « petit patron » ou du travailleur à son compte, très répandu dans la génération précédente, a cédé la place à une organisation du travail où la grande majorité des actifs sont liés par un contrat de travail (subordination). Cette transformation structurelle a une conséquence directe sur la mobilité : les enfants d'indépendants ne peuvent plus systématiquement hériter de l'entreprise familiale ou s'installer à leur compte, car ces positions se raréfient. Ils sont donc contraints par la structure économique de rejoindre les rangs des salariés.

[Illustration]

Le **Document 2** permet de quantifier ce basculement vers le salariat. Si l'on observe les catégories traditionnelles d'indépendants, à savoir les « Agriculteurs exploitants » et les « Artisans, commerçants et chefs d'entreprise », on constate qu'elles cumulaient **18,9 %** de la génération des pères (7,8 % + 11,1 %). À l'inverse, dans la génération des enfants (colonne « Ensemble »), ces deux groupes ne représentent plus que **7,7 %** (1,7 % + 6,0 %). Ce recul massif de plus de 11 points signifie que le salariat est devenu la norme quasi-exclusive, absorbant mécaniquement les descendants des travailleurs indépendants.

B/ Ces mutations engendrent mécaniquement une mobilité dite « structurelle »

1. Une mobilité structurelle mécanique imposée par le déclin de certaines catégories.

[Affirmation]

Le décalage entre la structure des emplois des pères et celle des fils engendre mécaniquement des flux de mobilité contraints, particulièrement visibles pour les enfants issus des catégories socioprofessionnelles en déclin à l'image des fils d'agriculteurs.

[Explication]

En effet, lorsque les effectifs d'un groupe socioprofessionnel diminuent drastiquement d'une génération à l'autre, il devient mathématiquement impossible pour l'ensemble des descendants de reproduire la position sociale de leurs parents. La réduction du nombre de postes disponibles agit comme une force d'expulsion : faute de places suffisantes, ces enfants sont obligés de se diriger vers d'autres secteurs d'activité (souvent salariés) qui recrutent. Cette forme de mobilité n'est donc pas le résultat d'un choix individuel ou d'une réelle fluidité sociale, mais la conséquence directe et inévitable de la transformation du marché du travail, un phénomène que les sociologues nomment la « mobilité structurelle ».

[Illustration]

Ce mécanisme de déversement est parfaitement illustré par la destinée des fils d'agriculteurs dans le Document 1. Alors que la reproduction sociale est généralement forte, on constate ici que seuls 24,0 % des fils d'agriculteurs sont devenus agriculteurs eux-mêmes. À l'inverse, une part plus importante d'entre eux, soit 26,8 %, est devenue « ouvriers qualifiés ». Ce changement de catégorie n'est pas anodin : il traduit une mobilité forcée par la structure économique (la raréfaction des terres et des exploitations) qui a contraint plus des trois quarts de ces fils à quitter le statut d'indépendant agricole de leur père pour devenir salariés dans l'industrie ou les services.

2. L'expansion des catégories qualifiées : un « appel d'air » générateur de mobilité ascendante.

[Affirmation]

À l'inverse du déclin agricole, l'expansion des catégories qualifiées engendre mécaniquement une mobilité sociale ascendante par un effet d'« appel d'air ».

[Explication]

La création massive de postes de cadres et de professions intermédiaires a été plus rapide que la croissance démographique des enfants issus de ces mêmes milieux. En d'autres termes, les « fils de cadres » ne sont pas assez nombreux pour occuper tous les nouveaux postes de cadres créés par l'économie moderne. Par pure nécessité structurelle, le marché du travail doit donc recruter en dehors de ce vivier, en puisant dans les classes moyennes et populaires. Ainsi, une partie de l'ascension sociale observée ne relève pas uniquement du mérite individuel (fluidité), mais du fait qu'il y a mathématiquement plus de places à prendre en haut de la hiérarchie sociale qu'il n'y en avait à la génération précédente.

[Illustration]

Ce phénomène est visible en croisant les données. Le Document 2 montre que la part des cadres a augmenté (passant de 14,4 % des pères à 16,5 % des enfants). Ce surplus de places favorise l'ascension visible dans le Document 1 : par exemple, 30,2 % des fils de professions intermédiaires sont devenus cadres. Ce taux élevé d'accès à l'élite pour les classes moyennes s'explique en grande partie par cette structure économique favorable qui « aspire » les individus vers le haut pour combler les postes vacants.

II/ Cependant, cette explication est insuffisante : le rôle déterminant des ressources familiales et scolaires

A/ Le rôle de l'école : un ascenseur social grippé par les inégalités de capital culturel

1. Le diplôme : une condition désormais indispensable à l'ascension sociale.

[Affirmation]

L'école joue un rôle central dans la mobilité sociale car elle délivre les diplômes qui sont devenus, avec la massification scolaire, la condition sine qua non pour accéder aux positions sociales élevées et espérer une promotion sociale.

[Explication]

Depuis les années 1960, la démocratisation de l'enseignement secondaire puis supérieur a permis d'élever le niveau général de qualification de la population, offrant théoriquement aux enfants des classes populaires les moyens de s'élever socialement. Dans une société où les emplois de cadres se multiplient, le diplôme agit comme un « droit d'entrée » sur le marché du travail : il signale la compétence et légitime l'accès aux postes à responsabilités. Ainsi, la mobilité sociale n'est plus seulement une question d'héritage de l'entreprise familiale (comme pour les agriculteurs), mais dépend de la capacité de l'individu à acquérir un niveau de formation élevé (capital humain) pour s'insérer sur le marché du travail qualifié.

[Illustration]

L'importance cruciale du titre scolaire est illustrée par le Document 3, qui montre que l'accès à l'enseignement supérieur est devenu un enjeu majeur pour toutes les catégories : même chez les enfants d'ouvriers (génération 20-24 ans), environ 50 % accèdent désormais au supérieur, tentant ainsi d'activer cet ascenseur scolaire. Cependant, le niveau du diplôme reste discriminant : comme le soulignent les données sociologiques, ne pas détenir un diplôme de niveau Bac +5 divise par 10 les chances d'accéder à un emploi de cadre par rapport à ceux qui le possèdent. Cela confirme que sans la validation scolaire, l'ascension vers le haut de la structure sociale est quasiment verrouillée.

2. La dévaluation des titres scolaires : un frein à la mobilité ascendante

[Affirmation]

Cependant, l'école ne garantit pas automatiquement l'ascension sociale, car le diplôme subit une perte de valeur relative : son rendement diminue sous l'effet conjugué de l'inflation scolaire et des inégalités sociales persistantes à niveau de diplôme égal.

[Explication]

D'une part, comme l'a théorisé Raymond Boudon à travers le « paradoxe d'Anderson », l'acquisition d'un diplôme supérieur à celui de son père ne garantit plus d'obtenir un statut social plus élevé. Cela résulte d'un effet pervers de l'agrégation des comportements individuels : puisque tout le monde cherche rationnellement à s'élever par l'école, le nombre de diplômés augmente plus vite que le nombre de postes qualifiés (cadres) disponibles. Il se crée alors une « inflation scolaire » qui dévalue les titres : il faut courir plus vite (étudier plus longtemps) juste pour rester à la même place.

D'autre part, comme le souligne Pierre Bourdieu, il existe des inégalités de rendement du diplôme : à niveau de formation identique, les enfants des classes favorisées s'insèrent mieux grâce à leur capital social (réseau de relations) et leur maîtrise des codes culturels, là où les enfants des classes populaires peinent davantage à valoriser leur réussite scolaire sur le marché du travail.

[Illustration]

On peut relier ce mécanisme aux données du dossier. Le Document 3 montre une massification de l'accès au supérieur (environ 50 % des 20-24 ans issus de milieux ouvriers ou employés y accèdent). Pourtant, le Document 1 révèle qu'une part significative des fils de ces catégories ne deviennent pas cadres pour autant (seulement 10 % des fils d'employés/ouvriers non qualifiés le deviennent). Ce décalage illustre le fait que l'obtention d'un diplôme du supérieur est devenue une condition nécessaire mais non suffisante : beaucoup de jeunes diplômés subissent un

déclassement, occupant des postes d'employés ou de professions intermédiaires alors qu'ils sont plus diplômés que ne l'étaient leurs parents au même âge.

B/ Le poids de la famille : socialisation, configurations familiales et stratégies

1. Des stratégies familiales divergentes : entre logique de maintien et auto-sélection.

[Transition + Affirmation]

Face à la crainte du déclassement engendrée par l'inflation scolaire évoquée précédemment, les familles sont amenées à mettre en place des stratégies d'orientation, mais celles-ci divergent radicalement selon l'origine sociale : les classes favorisées luttent pour le maintien de leur position, tandis que les classes populaires sont freinées par un phénomène d'auto-sélection.

[Explication]

D'un côté, les familles favorisées déploient une stratégie de reproduction active en mobilisant l'ensemble de leurs capitaux. Le capital économique permet de choisir les meilleurs établissements (carte scolaire, privé) ou de financer des études longues, tandis que le capital culturel et social permet de décoder les subtilités de l'orientation et de trouver des stages valorisants. À l'opposé, les familles populaires adoptent souvent un comportement plus prudent, rationnel selon l'analyse de Raymond Boudon : percevant les études longues comme coûteuses et risquées, elles anticipent un échec probable. Les élèves intériorisent ces contraintes matérielles et symboliques (« ce n'est pas pour nous »), ce qui les conduit à manquer d'ambition scolaire et à s'exclure eux-mêmes des filières prestigieuses, préférant des formations courtes et professionnalisantes.

[Illustration]

Cette divergence stratégique se lit clairement dans les écarts d'accès aux études présentés dans le Document 3. Pour la génération la plus jeune (20-24 ans), on observe un fossé : environ 78 % des enfants de cadres et professions intermédiaires accèdent à l'enseignement supérieur, contre environ 51 % des enfants d'ouvriers ou d'employés. Cet écart de près de 30 points illustre parfaitement l'efficacité des stratégies de maintien des classes aisées face à l'auto-censure des classes populaires qui, à résultats parfois équivalents, osent moins s'engager dans les cursus qui mènent aux positions sociales les plus élevées.

2. L'impact déterminant des configurations familiales et de la stabilité conjugale sur les destinées.

[Affirmation]

Enfin, au-delà du milieu social d'origine, les configurations familiales elles-mêmes — et notamment la stabilité du couple parental — sont déterminantes pour expliquer les trajectoires de mobilité ou de reproduction sociale.

[Explication]

La séparation des parents constitue souvent un bouleversement de l'environnement familial qui fragilise le parcours des enfants. Elle engendre fréquemment une baisse des ressources économiques (le jeune est souvent aidé par un seul parent) et une modification des conditions de socialisation. Ces difficultés matérielles et psychologiques contraignent souvent les enfants de parents séparés à revoir leurs ambitions à la baisse : ils tendent à raccourcir la durée de leurs études pour s'insérer plus vite sur le marché du travail. Or, comme nous l'avons vu, écourter ses études réduit les chances d'obtenir un diplôme élevé, ce qui freine l'ascension sociale et augmente le risque de précarité ou de chômage.

[Illustration]

Le Document 4 met en lumière cette inégalité de destin liée à la structure familiale. Les chiffres sont éloquentes : un jeune sur quatre dont les parents sont séparés n'est « ni en emploi ni en cours d'études » (situation de décrochage), contre moins d'un sur cinq pour ceux dont les parents forment un couple. De plus, l'impact sur l'ambition scolaire est net : seuls 52 % des jeunes issus de familles séparées envisagent des études longues (bac +5 ou plus), contre près de 60 % pour ceux issus de familles stables. Ce différentiel de 8 points montre bien que la structure familiale agit comme un

filtre supplémentaire qui, en limitant l'investissement scolaire, pèse sur la future position sociale de l'individu.

Conclusion :

[Bilan / Synthèse]

Pour conclure, l'analyse sociologique permet d'affirmer que l'évolution de la structure socioprofessionnelle est une cause nécessaire, mais non suffisante pour expliquer la mobilité sociale en France.

Comme nous l'avons démontré, les mutations économiques majeures des cinquante dernières années — à savoir la tertiarisation de l'économie et la généralisation du salariat — ont joué un rôle moteur. En modifiant la disponibilité des places (déclin des agriculteurs, essor des cadres), ces transformations ont engendré mécaniquement une mobilité structurelle importante, contraignant certains individus au changement et offrant à d'autres des opportunités d'ascension par un effet d'« appel d'air ».

Pendant, cette lecture structurelle ne saurait expliquer l'intégralité des trajectoires. La mobilité dépend également de la fluidité sociale, c'est-à-dire de l'égalité réelle des chances, qui reste imparfaite. Le diplôme, bien que devenu indispensable, ne garantit plus systématiquement l'ascension sociale en raison du paradoxe d'Anderson. Dès lors, les déterminants familiaux reprennent le dessus : les stratégies de maintien des classes favorisées, l'auto-sélection des classes populaires et l'impact des configurations familiales (notamment la stabilité du couple) demeurent des filtres puissants qui freinent ou favorisent les destinées individuelles, au-delà des simples besoins du marché du travail.

[Ouverture]

Si la structure de l'économie française a permis une forte mobilité ascendante par le passé, le ralentissement de la création de postes de cadres pourrait aujourd'hui gripper cette mécanique. Dès lors, il serait intéressant d'élargir notre réflexion en s'interrogeant sur la mobilité subjective : comment le décalage entre la mobilité réelle (statistique) et le sentiment de déclassement social influence-t-il la cohésion sociale et politique de notre pays ?